

# CELA NOUS CONCERNE

Les textes qui suivent sont extraits du numéro de septembre 80 du Courrier de l'U.N.E.S.C.O., numéro consacré à l'éducation pour le désarmement, à la signification de cette discipline nouvelle et «au défi qu'elle représente pour ceux qui travaillent dans l'enseignement et la communication».

*Défi qu'il faut bien relever si notre action éducative garde pour nous un sens.*

*A l'heure où nous mettons en page ce numéro de L'Éducateur, nous apprenons que notre pays aurait décidé de se doter de la bombe «propre», celle qui détruit les hommes et laisse intacts les biens. Raison de plus...*

## L'opinion mondiale, une arme contre les armes

par Liselotte WALDHEIM-NATURAL

On admet aujourd'hui que la course aux armements est facilitée au moins en partie par des attitudes du public : idées fatalistes sur la guerre «inévitabile», fascination (où se mêlent le *machismo* et la science-fiction) de l'arsenal ultra-moderne, vieilles traditions qui confondent la force militaire avec le prestige national — le tout aboutissant à une profonde apathie. Mais cette apathie n'est pas universelle et, quand elle existe, elle n'est pas due à l'indifférence ; elle tient à l'obscurité des problèmes ; elle vient aussi de ce que les citoyens oublient la puissance de l'opinion publique.

Il n'est pas facile de s'instruire en matière de désarmement. Il n'est pas donné à tout le monde d'imaginer les épouvantables effets d'une guerre nucléaire, de s'initier aux complexités techniques des systèmes d'armement, de comprendre le jargon et même les concepts de la scolastique militaire qui président aux disputes de doctrines stratégiques.

Pour susciter l'intérêt, la question du désarmement manque d'attrait : elle est trop compliquée, trop technique, trop politique. Il y a d'autres thèmes plus séduisants, qui peuvent donner lieu à des campagnes mondiales dont le public presque tout entier entend parler (l'Année internationale de l'Enfant par exemple) ; mais quand on travaille à aménager, grâce au désarmement, un monde qui accueillerait les enfants dans la sécurité, l'écho est bien faible, et les collaborateurs bien rares.

Le désarmement demande de patients efforts. C'est une entreprise dont le succès dépendra de l'appui de tous les citoyens du monde, aujourd'hui et pendant des générations. Les gouvernements sont, bien sûr, les premiers concernés : ce sont eux qui ont la responsabilité de réduire et éventuellement de supprimer les arsenaux de la planète. Cependant

chacun d'eux travaille dans un certain climat d'opinion publique qui peut imposer des limites à son action. L'éducation pour le désarmement servirait alors à former une opinion éclairée qui puisse et veuille proposer, encourager, soutenir des politiques destinées à construire la sécurité internationale par le désarmement.

Il est probable qu'aucun gouvernement ne considère que ses institutions militaires ont un impact sur la course aux armements, et qu'elles l'accélèrent et que l'on puisse leur attribuer des intentions «agressives». Bien au contraire, chaque gouvernement affirme et croit fermement que ses armées ne servent qu'à défendre la nation et qu'en raison de l'armement du pays A ou des ambitions supposées du pays B il a le devoir de gravir tel ou tel degré de surarmement ou d'occuper telle ou telle position stratégique. Pour vous et moi, la chose est sans équivoque : c'est un nouveau bond en avant dans la course aux armements. Mais pour les intéressés il faut parler d'«équilibre à maintenir», de «retards à combler» ou de «moyens de défense adéquats», et même dans certains cas, selon une vieille rengaine, d'une position de force dont il convient de s'assurer pour pouvoir négocier le désarmement.

La vérité nous échappe, elle fuit ou se cache derrière les excuses que les états présentent pour s'armer à outrance. Mais nous devons traquer la vérité, poursuivre les faits dans leur matérialité, et en même temps comprendre comment les perceptions que nous avons les uns des autres font naître les soupçons stéréotypés, les craintes exagérées et dangereuses. Afin de l'emporter, le plaidoyer des partisans du désarmement doit être suffisamment bien informé pour réfuter les arguments des experts militaires qui prennent part aux décisions et suffisamment ferme pour convaincre le vaste secteur du public qui en maints pays se

plie trop volontiers aux doctrines officielles, lesquelles prêchent de préférence le surarmement.

On rappellera aussi que plusieurs aspects de la question du désarmement peuvent trouver place dans les diverses disciplines des programmes scolaires : en biologie, les effets des radiations sur l'organisme ; en chimie, la réalité des armes chimiques ; en sciences naturelles, le cycle des combustibles nucléaires, les effets des armes atomiques, les dangers de prolifération ; en sociologie, les attitudes sociales à l'égard des concepts de désarmement et de force militaire ; en économie, les puissances industrielles et technocratiques qui tendent à perpétuer la course aux armements ; en géographie, les efforts régionaux qui se poursuivent afin d'instituer des zones exemptes d'armement nucléaire ; en histoire, la longue chronique des propositions et contre-propositions de désarmement et l'étude des causes de leur piètre succès ; même les cours de langues ou de sémantique pourraient scruter des expressions comme «impératifs de la défense nationale», «raisons de sécurité» ou «non-ingérence dans les affaires intérieures des autres états».

Reproduit du Courrier de l'U.N.E.S.C.O.,  
septembre 1980





# L'éducation pour le désarmement et la justice sociale

par Jaime DIAZ

Dans le débat sur le désarmement, le tiers monde a généralement été absent, car l'on croit, de façon erronée, que ce problème incombe uniquement aux superpuissances ou au club des pays détenteurs de l'arme atomique. C'est pour cette même raison que l'«éducation pour le désarmement» apparaît comme un thème hors de propos dans ces régions, et plus particulièrement en Amérique latine, que l'on a toujours considérée comme éloignée des conflits internationaux, si fréquents dans d'autres parties du monde.

Vus d'Amérique latine, la course aux armements, le désarmement et l'éducation pour le désarmement changent de sens. Dans les pays industrialisés, quand on parle d'armement, on se réfère aux armes matérielles (avec tout le développement technologique dont elles ont fait l'objet durant ce siècle) et à la guerre proprement dite. Ces armes, par le biais du commerce, parviennent à d'autres pays qui les utilisent pour faire la guerre, de sorte qu'on peut distinguer, d'une part, les producteurs-vendeurs et, d'autre part, les victimes, qui sont les usagers. On observe en même temps que les grandes puissances, au lieu de s'affronter directement, le font par l'intermédiaire de pays de moindre importance, qui sont en quelque sorte leurs symboles.

## *«Les armes sont le symptôme d'un mal profond qu'il faut attaquer à la racine»*

En Amérique latine, les armes les plus coûteuses sont importées, même si elles sont déjà désuètes dans les pays producteurs et, à cette fin, des sommes disproportionnées aux ressources des pays sont dépensées. Suivant l'exemple des pays industriellement puissants, nous commençons à produire du matériel militaire de fabrication simple, tandis que les premiers se réservent la grande production coûteuse et les activités les plus rentables. Les industries multinationales font des bénéfices ou bien en exportant directement, ou bien en accordant des licences de fabrication. La vente d'armes, qu'elle soit officielle ou clandestine, ne connaît pas de limites.

Pour les gouvernements, les armes sont destinées avant tout à réprimer la «subversion». Mais le terme de «subversion» a acquis une signification arbitraire qui sous-entend la condamnation sans équivoque de toute tentative de changement de l'ordre politique et économique existant.

Ainsi le concept de guerre change-t-il de sens : ce n'est pas tant la guerre déclarée ou directe que la guerre structurelle, qui fait progressivement d'innombrables victimes et qui, si elle est étrangère au fracas classique des armes sur les champs de bataille, est synonyme en revanche de

dénutrition, de maladie, de manque de travail et de qualification, mais aussi d'impuissance politique des victimes à changer le système.

Pour l'Amérique latine, le désarmement serait avant tout la suppression des causes profondes qui produisent la violence sociale et, partant, l'usage des armes. Les armes ne sont pas la cause mais l'effet : elles ne sont pas le problème mais le symptôme d'un mal profond qui doit être attaqué à la racine.

Dans ces conditions, la première impression qu'a un éducateur devant le panorama mondial et celui de sa propre région est que la tâche est quasiment impossible. Ce qui le frappe aussi, c'est la grave contradiction qui existe entre les institutions et les actions gouvernementales pour le désarmement, d'une part, et, d'autre, les mécanismes gouvernementaux pour l'armement et le militarisme, accompagnés de toute l'idéologie grâce à laquelle ils cherchent en permanence à se justifier, en ayant recours à l'ensemble des moyens de communication et en se servant des mauvais souvenirs de la population ainsi que des stéréotypes culturels sur les pays ennemis.

Mais en dépit de l'immensité des obstacles, et précisément à cause d'eux, une action effective pour le désarmement, notamment dans le domaine de l'éducation, apparaît comme une tâche aussi urgente que vitale.

Elle n'aura pas seulement pour but l'arrêt ou la suppression de la course aux armements, mais aussi la recherche de solutions de rechange pacifiques et «non militaires» permettant de résoudre les problèmes entre les pays. Il ne s'agit pas, par conséquent, d'une éducation purement négative, dans le sens de l'élimination d'un fléau, mais d'une éducation positive dans la mesure où elle se doit de proposer et de promouvoir d'autres possibilités pour la coexistence humaine.

Ceci exige, de la part des pays du tiers monde, de repérer, dénoncer et critiquer dans la théorie et la pratique les «mythes» mondiaux du militarisme et de l'armement, largement renforcés par les moyens de communication de masse ; d'étudier à fond les causes profondes de la violence ; de connaître les structures de la guerre — directe ou indirecte — à l'échelon national et international ainsi que ses rapports avec les systèmes politiques et les intérêts économiques ; de dénoncer l'injustice à tous les niveaux ; de s'engager réellement et résolument dans la construction d'un monde fondé sur l'équité, et non sur la domination ou l'exploitation.

Le désarmement des Etats et des institutions doit aller de pair avec le désarmement des personnes, et le désarmement des personnes avec le désarmement des esprits. Les valeurs de la guerre et les valeurs de la paix s'opposent. L'éducation pour le désarmement implique donc une série de valeurs

différentes. En effet, nous sommes arrivés aujourd'hui à ce paradoxe qui consiste à justifier l'armement le plus sophistiqué et le plus coûteux précisément avec des arguments de paix ; mais cette paix est une guerre froide, fondée sur le mensonge officiel, et qui repose sur la peur, sur la méfiance, sur la soif de domination et de gain ainsi que sur des systèmes économiques et politiques violents, décidés à se maintenir même au détriment d'une grande partie de l'humanité.

La paix implique une cohérence fondamentale entre ce qui se dit et ce qui se fait, et donc un monde où la vérité soit la norme : un monde qui engendre des attitudes de sincère coopération, de confiance, d'ouverture à l'autre — justement dans la mesure où l'autre est différent et pas seulement quand il se réduit à notre propre univers culturel, économique, politique ou idéologique — des attitudes de respect vis-à-vis de l'auto-détermination authentique des peuples ; un monde où l'on ait conscience du fait que tant que les besoins élémentaires de tous ne seront pas satisfaits, nous serons en guerre, et où nous soyons convaincus que les conflits doivent être résolus de manière humaine, c'est-à-dire, non par la voie de la force physique, non par la loi du plus fort, mais en ayant recours au consensus, à la négociation et même à la pression morale légitime qui est fréquemment nécessaire pour que les causes justes soient reconnues.

La valeur fondamentale, reconnue dans sa transcendance en dépit des différences idéologiques et religieuses, est l'homme. Tout système doit être à son service ; non au service de quelques-uns, mais au service de tous ; non au service de quelques peuples, mais à celui de tous les peuples ; nous ne nous achèverons pas vers la paix, tant que dans la pratique, des multitudes d'hommes devront payer de leur travail et de leurs privations le bien-être, voire le gaspillage d'une minorité.

L'éducation doit faire naître des attitudes personnelles, développer des valeurs éthiques dans la théorie et la pratique, susciter des initiatives. Mais une approche structurelle du problème s'impose, qui permette de le comprendre et de l'affronter progressivement dans ses dimensions politiques et économiques. Ceci implique que nous apprenions à regarder et à évaluer le monde social à partir de la situation des autres, surtout quand les autres sont l'immense multitude des exclus.

L'éducation pour le désarmement telle que nous l'envisageons est plus une dimension de l'éducation sociale qu'un domaine à part ; plus un processus qu'une théorie ; plus une expérience du futur qu'une norme du passé.